



Ce qu'il faut retenir des travaux du Comité de suivi des recommandations de la CEDEAO

Démarrés lundi, les travaux de la première réunion du Comité de suivi des recommandations de la CEDEAO ont pris fin ce mardi 11 septembre sur une mésentente au sujet des questions relatives au processus électoral notamment les activités de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). S'il y a lieu de se féliciter de la volonté des acteurs politiques de trouver des solutions aux problèmes qui se posent à travers la concertation, il faut reconnaître que beaucoup de questions restent à régler.

La coalition de l'opposition qui réclame toujours la recomposition de la CENI et des réformes électorales estime que le processus électoral se déroule sans elle. Les débats ont été houleux à ce sujet. A la fin, il n'y a eu de consensus entre les protagonistes.

La coalition qui s'attendait à ce que la question de la CENI soit immédiatement tranchée, se dit déçu du relevé de conclusion à l'issue des travaux. « Le problème clé du moment, c'est le fait que la CENI soit en train de fonctionner et d'accomplir les tâches comme si elle était normale. Nous sommes dans une situation de crise et ce à quoi on

s'attendait, c'est que cette rencontre soit un moment de recherche de solution. J'ai constaté lors des travaux, qu'on a tourné autour du pot. Il n'y a pas d'ouverture réelle d'aller sur ce terrain de la CENI. Ce qui m'a mis pratiquement en état d'indignation. A un moment donné, j'avais voulu quitter la salle, mais comme nous sommes un groupe organisé, je suis resté », a déclaré à la fin des travaux, Me Yawovi Agboyibo, Président du Comité d'action pour le renouveau (CAR), parti membre de la Coalition de l'opposition.

« C'est avec amertume que j'ai suivi ce qui a été qualifié de relevé de conclusion pour ces deux jours de travaux. Le combat reste tout entier », a-t-il ajouté, estimant qu'il revient à l'opposition de montrer publiquement aux yeux de l'opinion, qu'elle n'est pas contente. Me Yawovi Agboyibo trouve par ailleurs inadmissible, le fait de laisser continuer les activités de la CENI en attendant l'arrivée des facilitateurs et des experts de la CEDEAO.

Du côté du Gouvernement, l'on demande plutôt à la Coalition de l'opposition de rejoindre le train en marche pour une amélioration du processus électoral. Le porte-parole du Gouvernement estime que les discussions se sont bien déroulées.

« S'il y a des préoccupations, sans doute que les représentants des facilitateurs et le président de la Commission de la CEDEAO vont en rendre compte aux facilitateurs eux-mêmes mais entre temps, le processus se poursuit. Ce qui signifie que le Gouvernement reste déterminé et mobilisé à prendre toute les dispositions qui s'imposent en vue de la réalisation des réformes constitutionnelles. Nous avons une Constitution, nous avons des lois, des institutions et des organes compétents prévus par des lois de notre pays. Des initiatives seront prises pour qu'un débat démocratique ait lieu à l'Assemblée nationale et que les réformes constitutionnelles qui sont préconisées par les décisions et la feuille de route de la CEDEAO puissent être réalisées et

mises en œuvre dans les délais requis », a indiqué Gilbert Bawara, précisant que « la feuille de route et les décisions ne vont pas être appliquées de manière sélective selon le bon vouloir de tel ou tel. Nous allons les appliquer et les mettre en œuvre de manière globale et intégrale ».

Gilbert Bawara convie par ailleurs les responsables de la coalition à rejoindre le « train en marche ». « Il s'agit maintenant de le rattraper et de faire en sorte que nous puissions parachever le chemin et la route ensemble sur la voie de la mise en œuvre des réformes, de la tenue des élections le 20 décembre 2018, de la consolidation des mesures de confiance et de décrispation et bien entendu la nécessité d'examiner la question du vote des togolais résidant à l'étranger et de voir ce à quoi nous pouvons aboutir », a-t-il ajouté.

Pour sa part, le Comité de suivi des recommandations dit qu'il n'a pas les compétences pour trancher sur la question de la CENI et des propositions de l'opposition concernant le chronogramme de mise en œuvre de la feuille de route de la CEDEAO. Les membres du Comité ont expliqué que des solutions seront trouvées avec le rapport qui sera fait aux facilitateurs notamment le Président ghanéen Nana Akufo-Addo et celui de la Guinée, Alpha Condé.

Dans la foulée, il est annoncé l'arrivée au Togo des experts de la CEDEAO le 17 septembre prochain pour appuyer le processus électoral en cours dans le pays, ceci dans le cadre de la mission d'accompagnement recommandée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO. Les facilitateurs Nana Akufo-Addo et Alpha Condé sont également attendus dans les prochains jours à Lomé.

David